



PAR LA BANDE...

UN JOURNAL ÉLECTRONIQUE CITOYEN

Année 2011, no. 1/3

Janvier

Le CFCM lance Par la bande...

Pourquoi?

Depuis sa création, en 1988, le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) se fait un devoir de mettre sur pied des activités de formation qui répondent aux besoins du mouvement communautaire. En tant que lieu d'information, d'analyse, d'apprentissage et de citoyenneté, le CFCM s'efforce de susciter, grâce aux formations et aux événements qu'il appuie, la réflexion et le partage des idées.

Malgré l'intérêt manifeste du mouvement communautaire pour les questions qui touchent aux grands enjeux sociaux, nous avons constaté qu'il était de plus en plus difficile de réunir les organismes autour d'activités qui traitent de ces thèmes. Jugeant toutefois qu'il est primordial que les groupes communautaires se penchent sur ces questions qui touchent l'actualité et les milieux dans lesquels ils agissent, le CFCM lance *Par la bande...* pour vous amener à réfléchir sur ces enjeux.

Suite page 9

Du développement durable à la décroissance conviviale:

Quelles solutions adopter face à une économie malade ?

- Quoi de neuf docteur?
- Vous êtes malade.
- Je m'en doutais bien... C'est grave?
- Votre écosystème est en crise. On dénote un réchauffement graduel de votre température, les GES vous causent des épisodes intenses de smog, vos eaux sont polluées par des substances toxiques : écoulement de pétrole, gaz de schiste et la liste s'allonge... Mais ce n'est pas tout.
- Il y a plus... ne m'épargnez pas docteur, il faut que je sache.
- Votre système économique est sur le point de rompre. Vos États-Unis ont subi un krach, votre Afrique s'appauvrit et se

désertifie, votre Islande, votre Grèce et votre Irlande sont acculées à la faillite, votre Québec semble tenir bon, mais il est en proie à d'importantes compressions.

- C'est quoi l'origine de mes maux?

- Après en avoir parlé avec quelques spécialistes lors des *Journées québécoises de la solidarité internationale* à Trois-Rivières, il semblerait que vous souffriez d'un problème de développement.

- Impossible docteur, je me développe de la même façon depuis plus de deux cents ans...

- C'est précisément ça le problème.

L'article de **Pierre Légaré**, que je vous prescris ici, pose un diagnostic sur votre problème de développement qui est fondé sur le crédit et la surconsommation. Face à ces maux qui vous affligent, Monsieur Légaré, à la toute fin de son texte, vous invite à réfléchir au style de vie et au modèle de développement que vous avez adoptés jusqu'à présent.

- Par où commencer? Que dois-je faire?

- Afin de poursuivre la réflexion recommandée par Pierre Légaré, nous avons demandé à deux de nos collaborateurs de partir de la dernière phrase de son diagnostic pour vous proposer différents remèdes destinés à soulager les problèmes que vous vivez. Encore au stade expérimental, ces traitements n'en demeurent pas moins très prometteurs.

Le premier traitement, présenté par **Sarah Gagnon-Turcotte**, prône une vision du développement durable qui définit le respect de l'intégrité environnementale comme une condition essentielle au développement du bien-être dans nos communautés.

Le second, écrit par **David Murray**, propose quant à lui une perspective de décroissance conviviale qui remet en question la vision économiciste sur laquelle repose le concept de développement dans nos sociétés.

- Ces pistes de réflexion peuvent-elles m'aider à guérir docteur?

- Peut-être, mais en définitive il n'en tient qu'à vous.

Sommaire

Un développement durable à crédit? p.2-4

Pierre Légaré

Humoriste, psychologue et citoyen



Hiérarchiser les piliers du développement durable : premier pas vers la décroissance? p. 5-6

Sarah Gagnon-Turcotte

Coordonnatrice au bureau francophone du REDD



La nécessité de sortir de l'économisme. p. 7-8

David Murray

Chroniqueur au journal *L'Objecteur de croissance*



Un développement durable à credit?



Pierre Légaré

À l'origine, nous avions demandé à Monsieur Légaré de nous écrire un petit éditorial. Visiblement enthousiasmé par le sujet, l'humoriste de renom a plutôt choisi d'écrire une chronique entière. Celle-ci a servi

d'a m o r c e aux différents textes que nous vous présentons sur les possibilités qui s'offrent au modèle de développement économique traditionnel.

C'est le crédit qui, à travers l'histoire de l'humanité, a permis les explorations et les découvertes, favorisé ainsi les échanges commerciaux et culturels lesquels, en retour, ont entraîné des progrès technologiques constants, accélérés, et ce, dans tous les domaines : alimentaire, vestimentaire, médical, architectural, technique, scientifique, artistique, intellectuel et militaire. C'est aussi le crédit qui a financé toutes les grandes constructions et les infrastructures de tous les pays à travers l'Histoire.

Il y a deux cents ans, l'ère industrielle arrive aussi grâce au crédit.

C'est en se servant du crédit qu'on a créé les sociétés par actions. Une action, c'est de l'argent avancé à une entreprise, avance basée sur la confiance et comportant une part plus ou moins grande de risque en échange d'un profit plus ou moins certain.

Dès le début de l'ère industrielle, les banques font rapidement quelques découvertes importantes et surtout très payantes.

Premièrement, elles se rendent compte que les déposants ne passent pas chaque matin retirer leur argent pour revenir le déposer chaque soir. Ce que ça permet aux banques, c'est qu'en plus de prêter leurs propres fonds, elles peuvent aussi prêter l'argent de leurs

déposants, sans leur consentement, et prendre une commission sur les profits qu'elles en retirent.

Pour convaincre les déposants de leur confier leur argent, elles leur promettent un profit sous forme d'intérêts, profit qu'elles s'assurent de garder toujours inférieur à celui qu'elles réalisent elles-mêmes.

Leur deuxième découverte, c'est que quand elles prêtent de l'argent, elles n'ont pas à prendre une brouette et à la remplir d'argent provenant de leur coffre-fort pour la remettre à l'emprunteur. Elles ont juste à lui remettre un papier sur lequel il est écrit, par exemple : "ce papier vaut 100 000 \$ à notre banque".

Le gars qui a ce bout de papier dans les mains a confiance que ça équivaut à 100 000 \$. Il s'en sert pour acheter un terrain et le gars qui lui vend ce terrain a également confiance que ce papier vaut 100 000 \$. Et que fait-il avec? Il vient le déposer à la banque. Sans avoir sorti un seul sou de ses coffres, la banque a donc 100 000 \$ de plus à prêter : il y a un gars qui vient juste de les déposer!

À partir de ce moment-là, les banques peuvent prêter 10 fois, 20 fois, 30 fois l'argent qu'elles ont elles-mêmes et, en plus, 10 fois, 20 fois, 30 fois l'argent de leurs déposants.

Troisième découverte que font les banques, c'est qu'elles peuvent aussi investir ou prêter de l'argent qu'elles ont elles-mêmes emprunté. Elles créent donc une banque centrale où elles peuvent emprunter à un taux préférentiel de l'argent qu'elles re-prêtent à un taux supérieur.

Depuis deux cents ans, on a cru que le développement industriel allait être en croissance perpétuelle, qu'on pouvait régler tous les problèmes

par la technologie, l'inventivité, l'efficacité et la productivité de ce modèle industriel.

On a cru aussi que la circulation du crédit, qui a fait faire des bonds de géants à l'humanité depuis un millier d'années, et encore plus depuis l'avènement de l'ère industrielle, était le secret enfin trouvé de la prospérité pour tout le monde, et que cette prospérité serait aussi en croissance perpétuelle.

Depuis quelques années, certaines de ces croyances ont été ébranlées.

La première, c'est quand on a commencé à se demander si la croissance provoquée par le modèle industriel pouvait être perpétuelle, si un tel développement était durable.

Notre planète est limitée, ses ressources sont également limitées et même si la quasi-totalité de ses ressources est renouvelable, la vitesse de leur renouvellement est limitée et, on le sait maintenant, elle est insuffisante à pallier l'exploitation croissante que nous en faisons. Les océans se vident, les sols s'épuisent, la biodiversité se réduit.

La deuxième constatation qu'on commence à faire, c'est qu'on se demande aussi si ce modèle est durable pour l'être humain.

En plus de l'exploitation abusive des ressources de la planète, on commence aussi à réaliser que cet engrenage en accélération constante a des impacts sur les programmes biologiques de l'individu : temps de sommeil, régénération musculaire et articulaire; un impact sur nos programmes autorégulés de tension-relaxation, le stress; des impacts sur les liens conjugaux et familiaux, sur l'entretien des liens d'appartenance avec les siens, sur la

qualité de vie, sur le sentiment d'être encore maître de son destin ou totalement dépendant d'un système.

Le modèle industriel repose sur la machine qui, une fois mise en marche, ne doit pas s'arrêter. L'humain utilisait jadis l'outil pour sa survie. La machine utilise maintenant l'humain pour assurer la survie d'un système qui repose sur une consommation qu'on doit non seulement garder toujours en marche pour écouler ce que produit la machine toujours en marche, mais cette consommation doit, en plus, toujours aller en croissant, parce qu'elle repose sur le crédit.

Un crédit lui-même devenu une chaîne de montage : une banque qui a emprunté pour prêter à une entreprise qui a emprunté pour fabriquer des produits achetés par des magasins qui ont emprunté pour pouvoir les offrir aux consommateurs qui ont emprunté pour se les procurer.

Ça va bien seulement si on consomme tout le temps plus, si le chiffre d'affaires de la compagnie augmente tout le temps, si les cotes de la Bourse augmentent tout le temps, si le carnet de commandes s'allonge tout le temps.

Le système doit donc entretenir la consommation à tout prix, inciter à consommer, amener l'individu à voir tout produit de consommation et tout service comme essentiels et essentiels immédiatement.

Si la consommation ralentit, on accorde plus de crédit à chaque maillon de la chaîne : banque, producteur ou fabricant, distributeur, détaillant, consommateur.

« C'est une recette qui marche depuis mille ans, servons-nous-en ! »

Le vieil adage dit : « On ne prête qu'aux riches ? » Bon ben, c'est simple : prêtons à tout le monde et tout le monde va être riche!

Cartes de crédit : c'est écrit dans l'enveloppe que vous avez trouvée dans votre boîte aux lettres : « vous avez été choisi! »

Solarium isolé, cinéma maison, voyage dans le sud, VUS 4X4 de l'année : aucun dépôt, aucun intérêt, aucuns frais d'administration, on paye les taxes, deuxième, troisième chance au crédit, rien à déboursier avant 2012!

-Pourquoi?

-Parce que tu le mérites!

Au cours des 25 dernières années, les institutions financières se sont rendu compte que l'effet multiplicateur du crédit était ce qu'il y avait de plus payant.

Faire circuler le crédit, prêter leurs propres fonds sans même y toucher, prêter les dépôts de leurs épargnants, emprunter elles-mêmes pour re-prêter 10, 20 fois plus qu'elles n'avaient en réalité.

Il y a juste deux choses qu'il ne faut pas qu'il arrive :

La première, c'est que les entreprises auxquelles les banques ont prêté et les personnes auxquelles elles ont prêté fassent faillite et ne les remboursent pas.

Si ça arrive, les banques vont se retrouver avec des usines fermées qui ne valent plus rien ou des maisons vides qui valent moins cher que ce qu'elles ont prêté dessus.

Ou pire, si l'argent qu'elles ont prêté est de l'argent qu'elles avaient elles-mêmes emprunté et qu'elles ne peuvent plus elles-mêmes le rembourser, elles vont elles-mêmes faire faillite.

Pour prévenir cette dernière éventualité, les banques ont assemblé différents prêts, une espèce de "salade de crédit", elles ont commencé à les vendre et il y a du monde qui en ont acheté. Ça s'appelle "du papier commercial". C'était payant, surtout à court terme, c'était même recommandé

par les agences de notation de crédit, agences qui elles-mêmes sont payées par les banques.

Le pari que les banques ont fait, c'est qu'elles réussiraient à revendre ces prêts-là plus cher que ce qu'elles avaient elles-mêmes emprunté.

Il faut juste que les consommateurs surendettés de plus en plus parce que, pour la survie du système, ils doivent toujours consommer de plus en plus n'arrêtent pas de consommer et, surtout, qu'ils n'arrêtent pas d'emprunter.

La deuxième chose qu'il ne faut pas qu'il arrive, c'est qu'en voyant des faillites à la chaîne, les épargnants perdent confiance dans la banque et décident, tous en même temps, d'aller retirer leur argent. Si la banque a prêté 20 fois ce qu'elle a vraiment, il y a juste 5% de ce qu'elle possède, qui sont des vraies piastres empilées dans son coffre-fort. Une fois vidée, elle n'aura plus rien pour rembourser les autres 95% d'épargnants qui veulent ravoir leur argent parce qu'ils n'ont plus confiance.

Et ce qui ne devait pas arriver est arrivé.

Ce qui aurait pu sauver les banques surendettées, c'est qu'elles réussissent à vendre «leur salade de crédit» plus cher que ce qu'elles avaient elles-mêmes emprunté pour faire cette salade. Mais la chaîne venait d'arrêter : il n'y avait plus personne pour l'acheter.

On a utilisé les mots «tempête parfaite» pour expliquer l'écroulement de l'édifice. Doutez-en.

Ce qui a causé son écroulement, c'est que ses fondations étaient juste en papier.

Les banques qui ont rendu chaque maillon du système accro au crédit sont elles-mêmes devenues accros au crédit. Quand le consommateur se fait offrir une carte de crédit avec une marge préapprouvée de

cinquante fois ce qu'il a dans son compte de banque, il ne voit que l'appât, pas l'hameçon. Quand une publicité de meubles lui chante qu'il ne payera rien, il ne voit pas qu'il va payer plus. Son concessionnaire automobile ne lui a pas vendu une auto, il lui a vendu un taux. Pourquoi? Son magasin de meubles et son concessionnaire doivent à la même société de crédit que lui.

Le crédit consenti au consommateur n'est plus du crédit-investissement ou du crédit-levier comme il l'était depuis quelques siècles et jusqu'à il y a une trentaine d'années. Il lui sert désormais à entretenir la consommation de bébelles qui brisent, se démodent et ne valent rapidement plus rien, ce qui permet de lui en revendre d'autres, à crédit. Pas le choix : il doit consommer toujours plus pour la survie du système.

Le consommateur n'est pas le seul à ne pas pouvoir rembourser ce qu'il doit : tout l'impôt qu'on verse à Québec ne sert qu'à payer l'intérêt, seulement l'intérêt, de notre dette nationale. L'impôt de tout un peuple qui ne sert qu'à ça, parce que ce peuple est gouverné par des dirigeants devenus aussi accros au crédit. Cette année et pour les prochaines années, la totalité de cet impôt sera même insuffisante. C'est pour ça qu'on est en déficit.

Après s'être demandé si la croissance perpétuelle pouvait être durable pour la planète, si la transformation de l'humain en machine à produire et à consommer pouvait être durable pour sa santé, une autre constatation que peu de personnes, trop peu, viennent juste de commencer à faire, c'est que quand le système repose sur une spirale de croissance perpétuelle, mais que cette croissance n'est qu'artificielle parce qu'elle repose d'abord sur le profit que tu retires de l'argent que tu prêtes, il ne faut pas que le monde te rembourse : il faut qu'il emprunte toujours plus. Une croissance perpétuelle bâtie sur le crédit, ça prend du crédit lui-

même en croissance perpétuelle, obligatoire, sans ça, ça pète.

Résultat : ceux qui prêtent deviennent toujours plus riches, ceux qui empruntent deviennent toujours plus pauvres. Un pays où il reste juste des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, ça fait des sociétés où il y a de plus en plus de gens qui réalisent qu'ils n'auront jamais rien à gagner. Et ça devient du monde qui finit par se dire qu'il n'a plus rien à perdre...

On nous disait récemment que ce qui empêche la machine de repartir pour qu'on sorte de la récession, c'est que les consommateurs ont cessé de consommer. Certains, parce qu'ils n'ont plus de maison ni d'emploi, d'autres parce qu'ils ne peuvent plus emprunter et d'autres qui ont décidé non seulement de rembourser leurs dettes, mais qui ont même commencé à épargner.

À court terme, ce n'est peut-être pas bon pour la relance du système, mais, pour leur propre survie, ces gens ont décidé de se rappeler un précieux adage : "Qui paye ses dettes s'enrichit."

Le directeur de la Banque du

Canada nous disait aussi que, pour que ça reparte, il faut que le crédit reparte. Le crédit d'investissement et de levier, c'est effectivement le système qui a enclenché et maintenu la croissance économique des derniers 1000 ans de l'humanité et permis ses plus grandes réalisations dans tous les domaines.

Le crédit actuel, qui ne repose que sur du crédit à crédit, c'est ce qui a fait s'écrouler le système.

Si le crédit qu'on souhaite voir réapparaître est le même, ça va perpétuer le même système, celui qui détruit la planète, celui qui transforme les humains en machines à consommer, le système qui élargit le fossé entre les riches et les pauvres, qui amène des gens à constater qu'ils n'ont rien à gagner, donc à se dire qu'ils n'ont rien à perdre.

Au sommet du G20 de 2009, on nous a dit que les pays et les institutions financières de la planète allaient repenser tout ça : réglementations et encadrement des institutions financières, contrôle des bonus, des parachutes dorés, abolition des paradis fiscaux...

Un an plus tard, rien n'a été fait.

Et rien ne sera fait. Le G20, le Fonds Monétaire International, les institutions, les trusts, la Fed américaine, nos gouvernements et les banques vont s'assurer que rien ne soit fait.

Ce qui se passe présentement est l'occasion de nous rappeler que chacun de nous, comme machine à produire et à consommer, comme citoyen, comme humain, on a une réflexion à faire.



« Ce qui se passe présentement est l'occasion de nous rappeler que chacun de nous, comme machine à produire et à consommer, comme citoyen, comme humain, a une réflexion à faire... »

Hiérarchiser les piliers du développement durable : premier pas vers la décroissance?

Vous avez dit développement... durable?

Il y a plus de deux décennies, la publication du Rapport Brundtland, « Notre avenir à tous », transformait notre façon de concevoir le développement en y attachant la notion de la « durabilité ». Aujourd'hui, peu nombreux sont ceux qui réfutent encore la nécessité de concilier l'efficacité économique, le progrès social et la protection de l'environnement. Dans les faits, toutefois, on accorde encore trop souvent la prééminence à la dimension économique. Un simple tour d'horizon québécois permet de prendre conscience que, malgré les discours, le développement durable demeure souvent un enjeu de surface. En effet, la création d'emplois prime encore sur la santé publique (les mines d'amiante Jeffrey) ou l'environnement (les gaz de schiste), tandis que la compétitivité internationale et le climat d'affaires semblent plus importants que les finances publiques (la faiblesse des redevances minières).

Avec le recul, on peut même douter que la trajectoire de nos sociétés occidentales ait réellement été influencée par ce concept qui a pour objectif de combler les besoins des générations présentes sans

compromettre la capacité de combler ceux des générations futures. Nous continuons d'épuiser les ressources de la Terre à une vitesse effrénée. Le taux d'extinction des espèces ne cesse d'accélérer. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le pic pétrolier aurait déjà été franchi en 2009 et peu d'experts estiment encore que le réchauffement planétaire puisse être limité à 2°C de façon à limiter les répercussions les plus catastrophiques des changements climatiques. Notre recherche de la croissance économique est en voie de rencontrer les limites biologiques de notre planète.

Malgré ces indicateurs qui pointent tous vers la nécessité de ralentir, voire de faire marche arrière, la réponse à la crise financière mondiale qui vient de nous ébranler a bien démontré que nous sommes loin d'être sortis du modèle du développement industriel productiviste. En effet, presque tous les espoirs de sortie de crise misent aujourd'hui sur la reprise de la consommation internationale. Dans ces seules circonstances, il serait difficile de parler de décroissance. Si on ajoute à cette dynamique le désir, fort légitime, des pays en développement de faire croître leur économie afin de pouvoir subvenir

Pour une redéfinition du développement durable

À la lumière de ces constatations, peut-être est-il l'heure de repenser le concept du développement durable. La définition la plus répandue (et celle adoptée par la Loi québécoise sur le développement durable) accorde aux trois piliers du développement durable, soit l'économie, la société et l'environnement, une même valeur. Pourtant, il serait peut-être plus porteur de concevoir le développement durable comme un agencement **hiérarchisé** dans lequel le respect de l'intégrité de l'environnement serait une condition essentielle à l'atteinte de l'objectif final, soit celui du bien-être des personnes et des communautés. Selon une telle (ré)vision, l'économie ne serait alors plus qu'un moyen, un instrument permettant aux personnes et à la société de s'épanouir dans le cadre d'un environnement sain.¹ Perçue de la sorte, la notion de développement durable prend alors le sens de développement social et individuel et non plus celui de développement économique « à moindres impacts ». Une telle approche a d'autant plus de sens à la lumière des récentes recherches qui démontrent que, dépassé un certain niveau de richesse, la croissance économique n'est plus synonyme de bonheur et que ce sont plutôt des facteurs sociaux tels que la réduction des écarts de richesse, l'accessibilité des soins de santé, etc., qui contribuent plus largement au développement humain.



Sarah Gagnon-Turcotte

Coordonnatrice, Bureau francophone, Réseau entreprise et développement durable

Contact: sgagnon@nbs.net

adéquatement aux besoins de leur population, on peut même penser que la décroissance est une pure utopie.

L'utilisation de l'expression « développement viable », de plus en plus populaire, semble en phase avec cette transformation. Contrairement à « durable », dont le sens n'exige d'atteindre que les conditions susceptibles de permettre le maintien du système de développement actuel, l'adjectif « viable » implique quant à lui qu'il existe une limite au développement au-delà de laquelle notre écosystème ne nous permet pas d'aller sans danger.

Mais devrait-on plutôt parler de développement « équitable »? La notion d'équité est, elle aussi, un enjeu important de toute redéfinition du développement durable. Si l'enjeu est urgent par rapport aux pays en développement (équité entre les peuples), l'équité demeure malgré tout une question essentielle dans les sociétés développées, marquées par

l'accroissement toujours plus grand des écarts de richesse (équité sociale). L'équité en fait s'avère à la fois une condition à l'atteinte d'un développement social et humain épanouissant, un moyen pour y parvenir et une fin en soi.

Finalement, afin d'être mis en œuvre, le développement viable et équitable suppose un système de gouvernance approprié, encourageant la participation de tous aux processus de décision et tenant compte des besoins des générations présentes et futures. Plusieurs outils de gouvernance participative sont déjà utilisés actuellement : système démocratique, consultations publiques, principe de subsidiarité, accès à l'information. Toutefois, de nombreux efforts demeurent nécessaires pour engager les individus, mais aussi les entreprises

dans la transition de notre société vers plus de transparence.

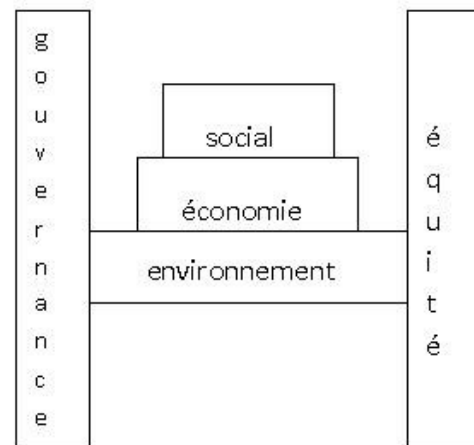
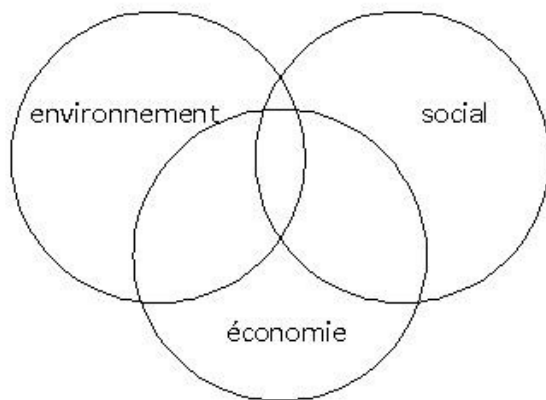
En somme, *hiérarchisation*, *équité* et *gouvernance* sont les trois mots d'ordre d'une redéfinition du concept du développement durable de sorte qu'il puisse réellement occasionner une transformation de nos sociétés. Même si ces notions peuvent sembler relever du bon sens, la prédominance actuelle des intérêts économiques sur les dimensions sociales et environnementales est réelle. À nous maintenant de proposer des solutions alternatives tenant compte de cette redéfinition et de nous mobiliser afin que le changement commence dans nos communautés.

RÉFÉRENCE

¹ Ce texte s'inspire de la vision et des travaux de Mme Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable à l'Université du Québec à Montréal.

Hiérarchiser les piliers du développement durable

Schéma illustrant les propos de Sarah Gagnon-Turcotte



« Ce qui se passe présentement est l'occasion de nous rappeler que chacun de nous, comme machine à produire et à consommer, comme citoyen, comme humain, a une réflexion à faire... »

La nécessité de sortir de l'économisme: Quelques concepts et fondements sur la décroissance.

Ces dernières années, les rapports se succèdent pour souligner la précarité de la situation planétaire, particulièrement en regard des risques environnementaux engendrés par l'activité humaine. Cette crise environnementale trouve sa source dans le système sur lequel reposent nos sociétés. Elle est en effet alimentée par notre foi aveugle dans les vertus du capitalisme et du libre-marché représentant pour plusieurs le seul horizon possible quant à l'allocation optimale des ressources. Mais également d'une société qui se nourrit du productivisme et qui repose sur la croissance infinie comme moteur principal.

C'est que la pensée économique sur laquelle repose le développement de la société industrielle continue de séparer le vivant de l'environnement terrestre. Pourtant, l'un ne va pas sans l'autre, l'évolution biologique étant en interaction réciproque avec les changements de l'environnement planétaire. On fonctionne toutefois comme si l'économie évoluait en vase clos. À terme, on se bute cependant à une réalité implacable : la consommation infinie des ressources n'est pas possible dans un contexte où les ressources sont limitées. Bien entendu, pour pallier cette fatalité, on pratique la fuite en

avant en espérant que les prochaines innovations technologiques sauront nous sortir du marasme. Mais encore là, la réalité nous rattrape par ce que l'on appelle l'effet rebond. On constate effectivement que la diminution momentanée de la consommation énergétique, permise par le progrès technologique, rebondit toujours parce que les gains énergétiques sont systématiquement réinvestis pour produire encore plus.¹

Devant les contradictions de notre modèle économique, il nous faut donc dépasser nos schèmes de pensée actuels puisque nous nous trouvons dans une impasse. Et dépasser entre autres cet oxymore qu'est le développement durable. Il demeure voué à l'impasse puisque développement – entendu au sens de croissance économique – et durabilité sont incompatibles. Utilisé à toutes les sauces, ce terme en vient à être vide de sens, sinon à signifier de faire durer le développement.²

C'est l'économiste Kenneth Boulding qui soulignait avec humour : « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un

monde fini est soit un fou, ou un économiste ». Il est donc aujourd'hui nécessaire de sortir de l'économisme, de décoloniser nos imaginaires et d'envisager sérieusement de nouvelles perspectives

sur le plan économique. Comme le souligne Paul Ariès: « il ne s'agit pas simplement de répartir autrement le gâteau mais d'en changer la recette ». ³ Pour ce faire, certains, dont nous sommes, proposent de s'engager sur la voie de la décroissance afin de retrouver un équilibre soutenable dans notre exploitation des ressources planétaires. Comment s'y prendre pour s'engager dans une telle voie?

Quelques concepts et principes permettent d'entrevoir certaines pistes.

A priori, un changement de cap doit s'opérer au niveau des esprits. Il faut « décoloniser » notre imaginaire pour reprendre l'expression de Serge Latouche. Il faut le sortir du carcan de la société de consommation, où les biens et services ne sont pas consommés pour leur fonction réelle, mais bien pour leur représentation symbolique. Toujours au niveau individuel, la pratique d'une certaine forme de simplicité volontaire est de mise, ou à tout le moins une limitation significative de notre consommation.

C'est toutefois au niveau collectif que des changements structurels fondamentaux sont à mettre en œuvre. Entre autres choses, un des concepts-clés de la décroissance est la relocalisation de l'économie, à savoir de préconiser l'achat et la production au niveau local dans tous les cas où cela est possible. Un des effets



David Murray

Membre du Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC) et chroniqueur au journal: *L'Objecteur de croissance*

Contact: journalmqdc@gmail.com

recherchés est de réduire les transports, la production de biens et les échanges commerciaux frisant parfois l'absurde. Un des exemples souvent cités pour illustrer cette démesure est celui du yaourt aux fraises, dont l'Institut allemand de Wuppertal démontrait en 1993 que les ingrédients qu'il contient cumulaient 3500 kilomètres de parcours avant d'être réunis! Il faudrait aussi considérer ce qu'on appelle la circularité de l'économie, à savoir que les déchets des uns peuvent devenir les ressources des autres. Il importe également de redéfinir la richesse, notamment en développant de nouveaux indicateurs à cet effet, et de faire des choix économiques constructifs. Surtout quand on pense que 800 milliards de dollars sont investis dans l'armement et entre 400 et 500 milliards dans la publicité chaque année... La décroissance invite également à réapprendre la notion de gratuité et à revoir notre

conception du travail, surtout quand on considère que depuis 200 ans les gains en productivité ne se sont pas traduits par une réduction de la pénibilité du travail.⁴

Pour la plupart des tenants de la décroissance, ces changements devront s'opérer à travers un processus démocratique dans lequel les expériences de démocratie directe et participative doivent être renforcées. Il importe également de renouer avec l'autonomie au sens où l'entendait Cornelius Castoriadis, à savoir qu'une société autonome est une «société capable de remettre en cause, explicitement et lucidement, ses propres institutions».⁵ Un vaste programme, en outre, que celui de la décroissance. Un programme qui nécessite de dépasser les résistances au changement et de susciter des réflexions profondes au sein de nos sociétés. Il y a bel et bien péril en la demeure et urgence d'agir. Mais

pour ce faire, il faudra renouer avec une certaine sobriété et reconnaître que les sociétés occidentales ne constituent pas la normalité et que la société industrielle est un phénomène très récent au niveau de l'histoire de l'humanité, qui doit en grande partie son essor au pillage des ressources et des populations du Sud. Nous ne constituons pas nécessairement la direction que doit prendre l'ensemble des sociétés du globe et il serait dangereux de croire que nous sommes éternels et à l'abri d'un effondrement, bien au contraire.⁶ Avant qu'il ne soit trop tard, il est donc impératif de prendre des mesures radicales pour s'engager dans des voies économiques plus soutenables, comme le proposent les partisans de la décroissance.⁷ Il faudrait en effet éviter de faire comme ce Pascuan qui abattit le dernier arbre sur l'île de Pâques... en sachant pertinemment que c'était le dernier!

RÉFÉRENCE

¹ Nicolas Ridoux. *La décroissance pour tous*. Parangon, 2006, p.112. Sur l'effet rebond, voir aussi François Schneider. «Point d'efficacité sans sobriété», dans Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir). *Objectif Décroissance : Vers une société viable*, Écosociété, 2003, p.48.

² Voir Serge Latouche. *Survivre au développement*. Mille et une nuits, Paris, 2004.

³ Paul Ariès. *Décroissance ou barbarie*. Éditions Golias, 2005, p.8.

⁴ A ce sujet, voir une réflexion intéressante du Groupe Krisis. *Manifeste contre le travail*. 10/18, 2002.

⁵ Ariès, *op. cit.*, p. 143.

⁶ Voir à ce sujet, pour des mises en garde sérieuses sur le destin des sociétés, les ouvrages de Ronald Wright. *Brève histoire du progrès*. HMH, 2006, et Jared Diamond. *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Gallimard, 2006. Pour une mise en garde encore plus radicale, voir Martin Rees. *Notre dernier siècle?* JC Lattès, 2004.

⁷ Voir le site l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable, au <http://www.decroissance.org/>. Comme l'a souligné en outre l'auteur et activiste Robert Newman, soit nous choisissons de vivre sous le capitalisme ou soit dans une planète habitable, mais nous ne pouvons avoir les deux. Robert Newman. «It's capitalism or a habitable planet – you can't have both», *The Guardian*, 2 février 2006.



Le CFCM lance Par la bande...

Pourquoi?

À travers ce journal, nous souhaitons donc encourager la réflexion, le partage et la discussion au sein des différents acteurs du mouvement communautaire. On vous incite donc à réagir aux chroniques qui vous sont présentées dans ce numéro en nous faisant parvenir vos opinions, ou encore en discutant de celles-ci *Par la bande...* avec vos collègues lors de votre prochaine pause café.

Pour réagir aux articles,

contactez-nous à l'adresse suivante :

parlabande@cfcmmauricie.org

Qui sait, vous serez peut-être publié.



CFCM

Centre de Formation
Communautaire de la Mauricie

39, Bellerive Trois-Rivières Qc G8T 6J4 819-379-8054 www.cfcmmauricie.org

